



FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS

Les bénéficiaires passent de 35 000 à 50 000 ménages

CACAO MERCÉDÈS

Une fierté de la recherche ivoirienne

MUSÉE DES CIVILISATIONS

Une nouvelle vie pour des œuvres disparues

LYCÉE D'EXCELLENCE DE GRAND-BASSAM

Un cadre studieux de rêve pour les meilleurs élèves

PLUS LOIN AVEC...

Kandia Camara
Sur les acquis dans le secteur Education-Formation

DÉCENTRALISATION DES UNIVERSITÉS

Des universités pour valoriser les potentialités socio-économiques des régions

SOMMAIRE

RÉSULTATS & IMPACTS 4

Filets Sociaux Productifs : les bénéficiaires passent de 35 000 à 50 000 ménages

Autonomisation de la femme : plus de 150 000 femmes financées par le FAFCI

Cacao culture : "Mercédès", une fierté de la recherche ivoirienne

Cola : la Côte d'Ivoire, 1^{er} producteur et exportateur mondial

Travail des enfants : 83 000 victimes secourues, 93 contrevenants condamnés

Electricité : 3 000 habitants connectés à l'électricité à Tiogonan Extension 2

Eau potable : un château d'eau soulage 10 000 personnes à Brokoua-Korékippa

GROS PLAN 8

Décentralisation des universités : des universités pour valoriser les potentialités socio-économiques des régions



EN ACTION 12

Kallet : illettré, "expert" en développement local

Musée des Civilisations : une nouvelle vie pour des œuvres disparues

SUR LE TERRAIN 13

Lycée d'Excellence de Grand-Bassam : un cadre studieux de rêve pour les meilleurs élèves



PLUS LOIN AVEC ... 14

Kandia Camara sur les acquis dans le secteur Education-Formation

ARRÊT SUR IMAGES 15

3 QUESTIONS À ... 16

Adama Coulibaly



MAGAZINE D'INFORMATIONS
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bakary SANOGO

Directeur du Centre d'Information
et de Communication Gouvernementale
(CICG)

COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

CONCEPTION - ÉDITION

CICG

Reproduction interdite sans autorisation préalable.



Centre d'Information et de
Communication Gouvernementale

République de Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 22 51 14 38 - Fax : (225) 22 41 11 16
01 B.P. 12 243 Abidjan 01
Deux-Plateaux Vallon, Cité « Résidence Colombe »
Villa n°27, îlot n°176
Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci.official



[gouvcivideo](https://www.youtube.com/gouvci)



[gouvci.official](https://www.instagram.com/gouvci.official)

Côte d'Ivoire : de l'inattaquable bilan du Président Ouattara



Par **BAKARY SANOGO**

Directeur du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale - CICG

S'il est un défi majeur de toute sa vie professionnelle qu'Alassane Ouattara aura réussi à relever avec brio, c'est bien d'avoir remis sur pied son pays, après la profonde crise post-électorale de 2011. Et son bilan sur la période 2011-2018 est, à cet effet, inattaquable à tous égards. Les Ivoiriens ne sont certes pas désormais dans le meilleur des mondes, mais les réalisations du Président Ouattara en seulement 7 ans apparaissent comme un miracle.

L'ancien Directeur Général Adjoint du FMI a toujours su qu'il n'est de développement que ce qui améliore le quotidien des populations, avec notamment la mise à disposition de services sociaux. De ce point de vue, son bilan est inattaquable. Dans le secteur de l'eau potable, ce sont plus de 3 000 nouvelles localités qui ont été reliées au réseau. Certaines ont dû attendre 30 ans pour avoir un château.

En matière d'électricité, à fin 2017, 4 600 localités étaient électrifiées, contre 2 847 en 2011. En outre, 408 882 ménages ont bénéficié de branchements sociaux d'octobre 2014 à septembre 2018, grâce à un paiement initial de 1 000 FCFA. Le Barrage hydro-électrique de Soubré, d'une puissance de 275 MW, participe de la bonne performance du secteur. Résultat : le taux de couverture nationale en eau potable et électricité est aujourd'hui de l'ordre de 80 %.

Un autre chapitre où le bilan est tout autant inattaquable, c'est celui de l'éducation. De 2011 à 2018, ce sont 30 621 salles de classe du préscolaire et du primaire, 242 établissements secondaires, 02 CAFOP et 07 établissements d'enseignement technique et professionnel qui ont été construits.

En plus des infrastructures, 54 318 personnels enseignants et d'encadrement ont été recrutés, dont 43 137 enseignants du préscolaire et du primaire, 8 641 enseignants du secondaire et 2 540 personnels d'encadrement. Les universités de Man, Daloa et Korhogo sont également signées "Ouattara".

Volet santé, 300 centres de premier contact ont été construits et équipés de 2012 à 2016. A cela, il faut ajouter, entre autres, le Centre de traitement du cancer et le CHU d'Angré. Pour ce qui est du personnel, ce sont 10 000 médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers et sages-femmes qui ont été recrutés sur la période 2015-2017. Inattaquable bilan, là aussi.

Concernant les routes, pistes rurales et ponts, Ouattara n'a pas fait dans la dentelle, avec à son actif 612 km de routes bitumées et 154 000 km de routes en terre reprofilées. Un bilan tout simplement inattaquable, avec surtout 15 ponts, dont l'emblématique Pont à péage Henri Konan Bédié d'Abidjan.

En termes de redistribution directe des fruits de la croissance aux populations, on notera l'augmentation du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) de 36 607 FCFA à 60 000 FCFA ; le déblocage des salaires après 25 ans et le paiement du stock des arriérés de salaire des fonctionnaires, pour un coût de 249,6 milliards de FCFA.

Aux agriculteurs, le total des revenus distribués est passé de 3 400 milliards de FCFA en 2012, à 6 400 milliards de FCFA en 2017. Comme impact, le taux de pauvreté a enregistré une baisse en milieu rural depuis 1998, passant de 62.5 % en 2008 à 56.8 % en 2015. Bilan inattaquable donc sur cet autre front.

En diplomatie, Ouattara a réalisé un travail de titan, en hissant le pays au sommet des sommets, avec son élection, en juillet 2017, comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ces progrès ont été possibles grâce à une gestion macro-économique rigoureuse. L'économie a connu une évolution fulgurante, passant d'une croissance négative (-4.2 %) en 2011 à une moyenne de 9 % sur la période 2012-2016. Le taux d'inflation est de 0.4 %, sur une norme UEMOA de 3 %. Le taux d'endettement était de 42.6 % du PIB en 2017, sur un ratio sous-régional de 70 %. Quant au taux de pauvreté, il est passé de 51 % en 2011 à 46.3 % en 2015. Une performance des plus enviées au monde.

Au total donc, un bilan inattaquable. Qui parle de lui-même. Qui se défend seul. Et qui vaut au pays respect et admiration.

Un bilan inattaquable. Qui parle de lui-même. Qui se défend seul. Et qui vaut au pays respect et admiration.

Filets Sociaux Productifs

Les bénéficiaires passent de 35 000 à 50 000 ménages

Depuis janvier 2019, le nombre de ménages bénéficiaires du Projet Filets Sociaux Productifs (PFSP) est passé de 35 000 à 50 000. Ces ménages à très faibles revenus reçoivent du gouvernement une allocation trimestrielle de 36 000 FCFA, en vue d'améliorer leurs conditions de vie, en termes d'alimentation, de santé et d'éducation.

Akankzako. Village situé à 7 km de Bouaké. Des hommes et des femmes labourent un grand champ de manioc qu'ils ont pu réaliser en mutualisant les allocations qu'ils reçoivent dans le cadre du projet Filets Sociaux Productifs. Aya Koffi, membre du groupe, confie que cet appui financier lui facilite la prise en charge de ses enfants et des orphelins de son défunt oncle. Comme à Akankzako, ce sont 50 000 ménages à très faibles revenus qui bénéficient du Projet Filets Sociaux Productifs dans 882 localités rurales des zones Centre, Nord et Ouest. Lohi Soumahoro est handicapé et sans emploi. Il vit à Biankouma, dans la

région du Tonpki (Ouest) avec son épouse et ses trois enfants. Sa prise en compte dans le projet est pour lui une bouffée d'oxygène : « Je ne pouvais participer aux charges quotidiennes du ménage. C'est ma femme qui s'occupait de toute la famille ». Avec cette allocation, il retrouve peu à peu sa "place" de chef de famille. Outre l'appui financier, le projet intègre l'encadrement des bénéficiaires pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Financé conjointement par la Côte d'Ivoire et la Banque mondiale, le projet devrait prendre en compte 80 000 ménages d'ici à fin 2019. ■

Autonomisation de la femme

Plus de 150 000 femmes financées par le FAFCI

Créé en 2012 pour aider à l'autonomisation des femmes, le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) a, à ce jour, permis de financer des activités génératrices de revenus pour plus de 150 000 femmes.

Le Fonds d'Appui aux Femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) octroie des financements aux femmes sous forme de microcrédit pour créer ou étendre une activité génératrice de revenus. Depuis 2012, ce sont plus de 150 000 femmes qui ont été financées. Mathilde Anassé, une bénéficiaire, témoigne : « Avec un prêt de 200 000 FCFA, j'ai réalisé mon rêve d'avoir un salon de coiffure... Aujourd'hui, je suis une femme dynamique qui participe aux charges familiales ». Selon le cabinet de la Première Dame Dominique Ouattara qui gère le projet, environ 63 % des bénéficiaires exercent dans le commerce, 22 % dans l'agriculture, 8 % dans l'artisanat et 4 % dans la restauration. ■



Les Brèves du Développement

Projet THIMO : 482 millions de FCFA pour la mise en activité de 1 500 jeunes en 2019

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante I du 2^{ème} Contrat de Désendettement et de Développement (C2D 2) portant sur le renforcement de l'employabilité des jeunes, 1 500 jeunes ont reçu, le 06 février 2019 à Abidjan, 482 millions de FCFA en vue de se mettre en activité pour des Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (THIMO).

Protection sociale : 100 millions de FCFA remis à 336 personnes vulnérables

Le gouvernement ivoirien a remis symboliquement le 07 février 2019 à Abidjan des chèques de près de 100 millions de FCFA à 336 personnes vulnérables. L'octroi régulier de ces aides est l'une des solutions apportées aux couches vulnérables de la population, en vue de réduire leurs situations de précarité.

Santé : un nouveau réseau de distribution d'eau pour le CHU de Yopougon

Les installations du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Yopougon sont connectées depuis décembre 2018 à un nouveau réseau de distribution d'eau. Cette action vient apporter une réponse aux problèmes récurrents de pénuries d'eau au sein de l'établissement hospitalier. Elle entre dans le cadre du projet de réhabilitation du CHU, qui s'élève à 50 milliards de FCFA.

Infrastructures : Gbémazo doté d'un foyer des jeunes

Gbémazo, village du département de Séguéla, vient d'être doté d'un foyer des jeunes. Cette infrastructure moderne de 300 places, don du gouvernement ivoirien, est composée de loges, d'un bureau, d'une cabine technique et de toilettes. Le foyer abritera des réunions, conférences et autres manifestations socio-culturelles.

T é m o i g n a g e s

Madeleine Koya, éleveur à Akanzakro (Bouaké)

Le projet Filets Sociaux m'a permis d'agrandir mon activité

« Ma ferme est passée d'une capacité de 100 à 400 poulets, allant jusqu'à 500 poulets en période de fête. Je remercie les responsables du projet de m'avoir permis d'agrandir mon activité et d'accroître mon chiffre d'affaires ».

Ibrahim Coulibaly, habitant de Tabako (à 27 km de Katiola)

Nos allocations trimestrielles servent à payer des enseignants bénévoles

« Pour remédier au manque d'enseignants dans notre localité, nous mettons en commun une partie de nos allocations trimestrielles pour payer des enseignants bénévoles ».

Affoussiata Koné, agricultrice à Tabako (27 km de Katiola)

Je n'ai plus de problèmes pour scolariser ma fille

« Autrefois, je m'endettais pour subvenir à mes besoins. Grâce à mon allocation, je peux désormais m'approvisionner en engrais et avoir de bonnes récoltes. Je n'ai plus de problèmes pour scolariser ma fille ».

Koffi Konan

J'ai fait des champs de tomates et de manioc

« J'ai pris une part de ce que j'ai reçu pour la scolarisation de mes enfants. Le reste m'a permis de faire un champ de tomates et un autre de manioc. Mon objectif est de me prendre en charge quand le projet va s'arrêter ».

Cacao culture

“Mercédès”, une fierté de la recherche ivoirienne

Fruit des travaux du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) de Côte d'Ivoire, le cacao “Mercédès” est une variété à haut rendement qui résiste à la sécheresse et aux maladies. Il se présente comme une solution pour améliorer la production, tout en préservant la forêt.

A la différence des plants “classiques” qui entrent en production au bout de trois ans et atteignent une production optimale en six ans, il faut deux fois moins de temps au cacao “Mercédès”. Dès dix-huit mois, les premières cabosses apparaissent et la production est optimale au bout trois ans. L'utilisation de cette variété est une aubaine pour les cacaoculteurs. Déjà en 2016, Barthélémy Koffi, producteur à Bonoua, témoignait des bons résultats obtenus : « Par le passé, je faisais environ 300 kg par récolte, aujourd'hui, c'est 1 000 kg ». Pour Germain Kouadio, planteur à Bouaflé, l'expérience est également positive. Sa satisfaction vient de la résistance des plants à la saison sèche et aux maladies. Enfin, la précocité et le fort rendement du cacao “Mercédès” le rendent favorable à la culture intensive. Toutes choses qui contribuent à la préservation des forêts. ■

Cola

La Côte d'Ivoire, 1^{er} producteur et exportateur mondial

Avec une production de 260 000 tonnes en 2016, dont 200 000 tonnes exportées, la Côte d'Ivoire s'est imposée comme le premier producteur et exportateur mondial de cola. La filière occupe 2 000 producteurs et génère 78 milliards de FCFA de chiffre d'affaires, avec un prix d'achat moyen de 400 FCFA le kilogramme.

Autrefois destinée essentiellement à la consommation domestique et aux cérémonies de mariages dans la tradition malinké, la cola est devenue une véritable culture de rente. Très appréciée pour sa forte teneur en caféine, elle est un ingrédient important de l'industrie agroalimentaire. La production ivoirienne est principalement destinée à l'exportation. En témoigne Fantamady Camara, commerçant de cola : « Les acheteurs de cola viennent du Nigéria, du Mali, du Sénégal et parfois même du Gabon ou de la France ». Le gouvernement ivoirien, dans sa volonté de développer les filières agricoles dites "mineures", a reconnu l'Organisation Interprofessionnelle Agricole de la filière Cola (OIAICOLA) en 2018. A Anyama, commune périphérique d'Abidjan et centre névralgique de la cola en Côte d'Ivoire, ce sont des milliers de personnes qui vivent de la production et de la commercialisation de la noix. ■

L'accompagnement du CNRA pour améliorer le rendement

De plus en plus de producteurs s'adonnent à la culture de la cola dans le cadre de la diversification des cultures. Et ce, face aux variations des cours des autres matières premières agricoles. Ainsi, pour améliorer la productivité et la rentabilité de la filière, le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) a présenté depuis quelques années des variétés améliorées, en vue d'aider les paysans à développer cette culture. Ce projet, en partenariat avec l'Association professionnelle des producteurs et exportateurs de cola de Côte d'Ivoire (Appexco-Ci), vise la mise à disposition de pépinières de bonne qualité et à haut rendement, ainsi que l'encadrement des producteurs. La filière entend renforcer ses acquis et se lancer à l'assaut de la transformation locale, principal défi du secteur.

Travail des enfants

83 000 victimes secourues, 93 contrevenants condamnés

Les efforts du gouvernement pour lutter contre le travail des enfants depuis 2011 donnent des résultats positifs. La mise en application de la loi interdisant les pires formes de travail des enfants a permis de secourir 83 000 enfants victimes et de condamner 93 contrevenants.

Outre ce dispositif législatif, d'autres leviers sont activés pour contrer le phénomène. Du point de vue institutionnel, deux comités sont en charge de la question : le Comité Interministériel de Lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, et le Comité National de Surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants. A cela s'ajoute la mise en œuvre de la politique de scolarisation obligatoire des enfants de 6 à 16 ans. Le tout appuyé par des campagnes de sensibilisation. Pour rappel, l'enquête nationale sur la situation de l'emploi et du travail des enfants de 2013 a indiqué que plus de 500 000 enfants de 5 à 17 ans étaient exposés à un travail dangereux. ■



Electricité

3 000 habitants connectés à l'électricité à Tiogonan Extension 2

Attendue depuis de longues années, l'électrification du quartier Tiogonan Extension 2 de la ville de Boundiali est depuis janvier 2019 une réalité pour ses 3 000 habitants.

La mise sous tension laisse augurer de bonnes perspectives, en termes de développement économique et social. « Avec l'électricité, les femmes et les jeunes pourront initier des activités commerciales », se réjouit Sali Traoré, résidente du quartier. Ajoutant qu'avec l'électrification, l'insécurité devrait diminuer. Propriétaire d'un moulin, Létilio Konaté est, pour sa part, désormais certain de pouvoir répondre aux attentes des clients qui avaient pour habitude d'aller jusq'en ville en raison de ses capacités de production limitées. Il recourait par le passé au gazoil. ■



Eau potable

Un château d'eau soulage 10 000 personnes à Brokoua-Korékippa

Après 11 ans d'attente, le village de Brokoua-Korékippa, situé à 10 km d'Issia, a enfin son château d'eau. Inauguré le 9 février 2019 par le ministre de l'Hydraulique Laurent Tchabga, l'ouvrage est opérationnel et va alimenter environ 10 000 personnes.

Raymond Zouzoua, ressortissant du village, est particulièrement heureux de la mise en service de l'ouvrage dont le début des travaux remonte à 11 ans. Selon lui, l'accès à l'eau potable permettra assurément d'améliorer les conditions de vie des populations. « Avoir de l'eau potable améliorera notre qualité de vie. Cela est aussi un indicateur de modernité pour les populations », a-t-il déclaré au nom des populations. Ces derniers bénéficieront également de "branchements sociaux", afin de permettre à une majorité de disposer de l'eau courante à domicile. L'infrastructure, d'un coût de plus 254 millions de FCFA, a une capacité de 30 m³. ■





Décentralisation des universités

Des universités pour valoriser les potentialités socio-économiques des régions

Après avoir été longtemps les seules villes abritant des universités publiques, Abidjan et Bouaké sont, depuis 2012, rejointes par Daloa, Korhogo et Man. Initiées dans le cadre de la décentralisation, ces dernières universités permettent de désengorger les universités historiques, tout en favorisant le rapprochement des établissements supérieurs des populations, selon la vision du Président de la République Alassane Ouattara.

Vendredi, 20 octobre 2017. L'Université de Man (UMAN) fait sa rentrée solennelle 2017-2018. Elle est la dernière-née des établissements d'enseignement supérieur, construite dans le cadre du Programme de Décentralisation des Universités (PDU). C'est ce même jour que l'administration de cette université, qui fait de l'excellence son leitmotiv, a choisi pour célébrer ses meilleurs étudiants. Awa Chérif, 20 ans, en fait partie. Cette jeune fille a remporté le Prix Ramata Ly-Bakayoko de la Meilleure Etudiante en Sciences. Elle est encore toute émue, lorsque nous la rencontrons après la cérémonie pour nous parler de son expérience à l'UMAN. « Ce prix consacre mon coup d'audace personnelle » dit-elle d'emblée. Orientée après son

Baccalauréat à l'Université Nangui Abrogoua à Abidjan, elle a dû recourir à un transfert de dernière minute pour se retrouver à l'UMAN, dans la ville où elle a fait tout son cursus scolaire. « Je tenais à être près de ma famille. Je voulais aussi éviter les problèmes de tuteur à Abidjan. A Man, je profite d'un meilleur environnement pour étudier ». Awa est fière d'être à l'UMAN et de compter parmi les meilleurs étudiants de cette université spécialisée en Mines et Energies. Korhogo. Autre ville, autre Université. Vanessa Yao est titulaire d'une Licence en Biologie obtenue à l'Université Péléféro Gon Coulibaly de Korhogo. Elle envisage de poursuivre ses études sur place jusqu'au

Doctorat. C'est désormais possible avec la transformation en 2012 de cette ancienne Unité Régionale de l'Enseignement Supérieur (URES) en université autonome. Naguère, elle se limitait à la Licence. « Je suis heureuse de l'aboutissement de ce premier cycle. Je vais poursuivre mes études jusqu'au Doctorat pour devenir enseignant-chercheur. Cela est possible maintenant, car notre Université est devenue pleinement autonome », se réjouit-elle. Cette université est spécialisée en Gestion Agropastorale et en Sciences Biologiques. Comme elle, l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa, à l'origine Unité Régionale, fait

Ces universités offrent de nouvelles capacités d'accueil dans le supérieur, tout en respectant les exigences des spécialisations et de proximité.



Défis : Améliorer les conditions de vie et d'apprentissage des étudiants

Au nombre des défis, il y a la construction de logements pour étudiants et enseignants et l'offre de services de restauration, de transport et de services sanitaires convenables. En outre, il faudra trouver une solution à la question de la disponibilité des enseignants, car la majorité d'entre eux sont sollicités par plusieurs universités à la fois. Chose qui pourrait avoir un impact négatif sur les calendriers académiques, tout comme sur la qualité de l'enseignement.

partie des nouveaux établissements d'enseignement supérieur, avec pour mission principale, la formation de spécialistes en Développement Local, Rural et Communautaire. Signe de leur appropriation par les populations locales, les nouvelles universités sont portées à bout de bras par les communautés locales. A Man, Daloa ou Korhogo, les cadres et leaders communautaires s'impliquent dans la vie desdites institutions, par la mise à disposition de biens et services, en vue de faciliter leur fonctionnement, en attendant l'achèvement des infrastructures dédiées. La décentralisation des universités publiques est motivée par la volonté du gouvernement de désengorger les universités d'Abidjan et de Bouaké. L'objectif est de rapprocher l'enseignement

supérieur des populations et d'offrir de meilleures conditions de vie et d'études aux étudiants. Grâce aux investissements considérables, ces universités offrent de nouvelles capacités d'accueil dans le supérieur, tout en respectant les exigences des spécialisations et de proximité. Ce programme a permis un rééquilibrage dans la répartition géographique des centres du savoir. Et ce, conformément à la vision du Président Alassane Ouattara de doter chaque District d'une université publique. A l'horizon 2025, la Côte d'Ivoire devrait compter 14 universités publiques dont trois à Abidjan et une dans les grands pôles régionaux suivants : Bouaké, Korhogo, Daloa, Man, San Pedro, Bondoukou, Abengourou, Adiaké, Daoukro, Dabou et Odiénné. ■

Lacina Coulibaly

Président de l'Université de Man
« L'Université de Man a été construite pour produire des ressources humaines dédiées à l'exploitation des richesses minières du District des Montagnes ».



Didier Kouamé

Diplômé d'une Master en Gestion de l'Université
Péléforo Gon Coulibaly

« Après l'obtention de nos diplômes à l'Université Péléforo Gon Coulibaly, nous avons pu obtenir des emplois dans des entreprises locales ».



Roland Coulibaly

Ancien étudiant de l'Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo

« Je suis fier, en tant que diplômé d'une Licence en Gestion Agropastorale, d'affirmer que j'ai bénéficié d'une formation de qualité dans cette université, même si j'avais pensé que c'était un drame de rester à Korhogo ».



Aristide Mélédje

Etudiant à l'Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa

« Nous sommes heureux que les années académiques se déroulent normalement. Cela fait plus de deux années académiques que nous n'avons connu ni de grève à l'Université Jean Lorougnon Guédé ni d'actions violentes ».



Décentralisation des universités

Une vision pour soutenir le développement local

Le gouvernement s'est engagé depuis 2011 dans un vaste programme de réhabilitation, de construction et d'équipement des universités publiques dans les grandes régions du pays. Ce Programme de Décentralisation des Universités (PDU) vise à créer des pôles régionaux de développement. Tenant compte de ses ambitions, le gouvernement s'est orienté vers la création d'universités thématiques. L'objectif étant de coller aux besoins actuels et futurs des apprenants, afin de soutenir le développement économique des régions et du pays. Ainsi, l'Université de San Pedro se focalisera sur les Sciences et Métiers de la Mer, l'Agro-industrie et le Tourisme, quand celle de Bondoukou sera spécialisée en Architecture et Urbanisme. Déjà, les résultats de cette politique sont palpables à Korhogo, où de nombreux diplômés issus de l'université locale participent à l'essor d'entreprises agro-industrielles. Certains opèrent pour leur propre compte dans le secteur agropastoral.

Acquis de la décentralisation des universités



4 universités

publiques décentralisées fonctionnelles :
Daloa, Korhogo, Man et l'Université Virtuelle
de Côte d'Ivoire (UVCI)



25 600

étudiants dans les universités
décentralisées



15 filières

spécialisées dans les universités
décentralisées



14 promotions

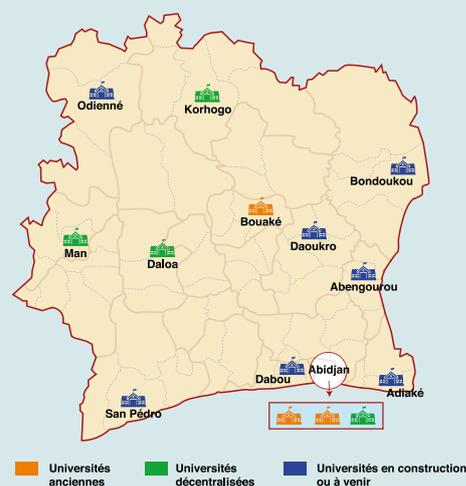
dont 6 promotions de diplômés sorties
de l'université de Korhogo et 8 promotions
de diplômés sorties de l'université de Daloa

Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) : Cap sur la vulgarisation des TICs

Avec 6 500 étudiants, l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) ouverte en 2016, est l'une des solutions du gouvernement pour faire face aux problèmes de sureffectifs des établissements universitaires. Ayant pour mission de développer et de vulgariser l'enseignement à distance, via le numérique, ses diplômes (Licence, Master et Doctorat), ont la même valeur que ceux des universités classiques. L'UVCI, spécialisée en Informatique et Sciences du Numérique, dispense des formations dans six domaines : Réseaux et Sécurité Informatique, Bases de Données, Développement d'Applications et E-Services, Multimédia et Arts Numériques, Communication Digitale, E-Commerce et Marketing Digital.

Le Programme de Développement des Universités

Le Programme de Décentralisation des Universités (PDU) est une initiative du gouvernement ivoirien. Elle a été mise en place en 2014 pour accélérer le développement des investissements en milieu universitaire. Le PDU exécute les budgets alloués au Programme d'Investissement des Universités Publiques et assure le suivi de la mise en œuvre des infrastructures, de l'équipement et de la recherche des financements. Son portefeuille comprend également la recherche de partenariats avec le secteur privé pour la réalisation des infrastructures.



Perspectives

11 Universités publiques décentralisées à l'horizon 2025 :

- Extension des Universités Jean Lourougnon Guédé de Daloa, Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo et de Man
- Poursuite des travaux de construction de l'Université de San Pedro
- Lancement des travaux de construction de l'Université de Bondoukou
- Mise en œuvre des projets de construction des Universités d'Abengourou, d'Adiaké, de Dabou, de Daoukro et d'Odienné

400 milliards de FCFA d'investissements prévus sur la période 2019-2020, dans le cadre de la décentralisation des universités publiques



« Nous voulons doter notre pays d'un système d'enseignement supérieur décentralisé, permettant une déconcentration effective des activités, actuellement concentrées à Abidjan, la capitale économique. Il s'agit, non seulement, d'accroître la capacité d'accueil de notre enseignement supérieur, mais également de spécialiser les formations des jeunes de chaque région du pays, en tenant compte des potentialités économiques de la localité. »

Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, à l'occasion du lancement des travaux de l'Université de San Pedro, le 30 novembre 2018.



KALLET

Illettré, “expert” en développement local

Kallet par-ci, Kallet par-là. Dans son village natal de Gbémazo, dans la sous-préfecture de Worofla, il est sur tous les chantiers en tant que point focal pour les projets de développement : école, centre de santé, château d'eau, etc. C'est l'“ingénieur” polyvalent. Kallet (du nom du footballeur ivoirien, Ernest Kallet Bially) est aussi président du Comité de Gestion de l'école (COGES). Le développement est pour lui un sacerdoce.



De son vrai nom Sanogo Vazoumana, il a établi sa renommée dans la réparation des pompes villageoises, en tant qu'artisan réparateur agréé par l'Office National de l'Eau Potable (ONEP). Un métier qu'il exerce depuis 30 ans. Kallet connaît donc tous les coins et recoins de Worofla, de Djiborosso... « *J'interviens comme un pompier, en tout temps et en tout lieu, pour changer une pièce ou régler un dysfonctionnement sur une pompe villageoise. Ma satisfaction est de voir l'eau couler, au grand bonheur des femmes* ».

Kallet n'est pas lettré, mais son expertise et sa compréhension des projets de développement viennent de ses expériences précédentes de tailleur et d'électricien à Abidjan. A 60 ans révolus, cet “expert” en développement local est heureux de voir son village se moderniser avec un château d'eau, de l'électricité, un centre de santé, un foyer des jeunes, etc. Il en souhaite autant pour toutes les autres localités. ■

MUSÉE DES CIVILISATIONS DE CÔTE D'IVOIRE

Une nouvelle vie pour des œuvres disparues



Refusant de faire le deuil de 121 pièces majeures pillées durant la crise post-électorale de 2010, le Musée des Civilisations de Côte d'Ivoire a lancé en janvier 2017 la “Collection Fantôme”. Au catalogue des œuvres perdues, des masques, sculptures, parures et objets d'arts traditionnels datant des 17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Le tout d'une valeur marchande de 3,8 milliards de FCFA. Un préjudice énorme.

En 2011, alors que les priorités de développement sont ailleurs du fait de la sortie de crise post-électorale, Silvie Memel Kassi, la directrice du musée, lance un appel à la solidarité nationale et internationale pour sauver une partie de la mémoire collective et dénoncer le trafic d'œuvres culturelles. Le message est entendu. De bonnes volontés se mettent en mouvement pour faire revivre les œuvres perdues dans les consciences. Le Service des Arts visuels d'Evry (France) initie un projet de reconstitution des œuvres pillées. En Côte d'Ivoire, le Centre Technique des Arts Appliqués de Bingerville (CTAA) et le Département des Arts de l'Université Félix Houphouët-Boigny s'engagent pour dire “non à la culture du vide”. Ainsi naît la “Collection Fantôme”. Elle redonne vie à certaines œuvres, symboliquement restituées sous différentes formes : pièces similaires à celles disparues, sculptures, gravures, photographies, textes “slamés” et pièces musicales. Le projet suscite également une réflexion sur la préservation des biens culturels, des initiatives pédagogiques et de sensibilisation contre le trafic illicite. L'exposition de la collection inclut « *des vitrines vides pour bien montrer que les pièces sont manquantes* », précise Silvie Memel Kassi. ■

Lycée d'Excellence de Grand-Bassam

Un cadre studieux de rêve pour les meilleurs élèves

Situé sur l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam, le Lycée d'Excellence Alassane Ouattara de Grand-Bassam, achevé à 60%, offrira dès septembre 2019 un cadre studieux de rêve à 1 000 des meilleurs élèves du pays.

Mardi 15 janvier 2019, il est 9 heures. Le Directeur de Cabinet du ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Assoumou Kabran, visite le chantier. A sept mois de sa livraison, l'établissement a déjà fière allure. Sa haute silhouette est visible de loin. Démarrés en décembre 2017, les travaux avancent. Ils ont atteint un taux d'exécution de 60% en janvier 2019. La structure des bâtiments est achevée à 100%.

Le chantier grouille. Des ouvriers sont à la tâche. Pêle-mêle, des cartons de carreaux, cadres de portes et fenêtres en aluminium jonchent l'esplanade. Des ronronnements de pelleteuses et bétonneuses, des va-et-vient incessants des monte-charges, etc. dénotent de la course contre la montre pour le respect du délai de livraison de l'ouvrage. D'un coût d'environ 14 milliards de FCFA, le lycée, fruit de la coopération ivoiro-chinoise, couvre 19 hectares, dont 11 bâtis. L'espace est subdivisé en zones de pédagogie, d'hébergement et d'activités sportives. La zone pédagogique, un ensemble de bâtiments (R+1), va abriter l'administration, huit classes réservées au premier cycle et neuf classes pour le second cycle. On y trouve aussi des bâtiments et salles réservés à des spécialités

: Sciences de la Vie et de la Terre, Physique-Chimie, Informatique, Beaux-Arts et Musique. A cela, il faut ajouter une bibliothèque de 100 places et un auditorium. En termes d'infrastructures sportives, il est prévu un terrain de football avec une piste d'athlétisme. Deux terrains de basket-ball, deux courts de tennis, trois terrains de volley-ball, un gymnase et une piscine olympique font également partie du décor.

Pour l'hébergement, des bâtiments sont prévus pour le personnel d'astreinte, le principal, les censeurs, les filles, les garçons. Le lycée sera doté d'une infirmerie, d'un réfectoire et d'infrastructures hydrauliques, à savoir une station de pompage et un château d'eau. ■



Kandia Camara

Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

Sur les acquis dans le secteur Education-Formation

Depuis 2011 le secteur éducation-formation bénéficie d'un fort soutien de l'Etat, afin de doter le pays d'un système éducatif performant. Dans cet entretien, la Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Kandia Camara, parle des résultats obtenus et des défis à relever.



Madame la Ministre, le secteur éducation-formation bénéficie d'une attention soutenue de la part du gouvernement. Comment cela se traduit-il ?

Cette attention soutenue se traduit, entre autres, par le fait que 6 % du PIB sont consacrés au secteur de l'Éducation-Formation dans son ensemble. On note aussi le vote en septembre 2015 de la Loi sur l'École Obligatoire et la réinstauration des cours de mercredi, pour l'atteinte des quantums horaires normaux. Nous avons désormais, 1 020 heures d'apprentissage par an, contre 800 auparavant. Par ailleurs, 54 318 personnels enseignants et d'encadrement ont été recrutés. Au niveau des infrastructures, sur la période 2011-2018, le gouvernement a construit 30 621 salles de classe du préscolaire et du primaire, 242 établissements secondaires, 02 Cafop, 07 établissements d'enseignement technique et professionnel. Sur la même période, 3 616 salles de classe du préscolaire et du primaire, 09 Cafop et 38 lycées et collèges ont été réhabilités. En outre, 53 milliards de FCFA ont été investis pour l'acquisition

de 725 623 tables-bancs et 94 milliards de FCFA pour l'achat de manuels et kits scolaires.

De manière plus précise, pourriez-vous nous indiquer quelques résultats obtenus depuis 2011 ?

Les différentes mesures ont donné des résultats significatifs. Le taux de scolarisation dans le secondaire général est passé de 47,3% en 2012 à 66,6% en 2017. En ce qui concerne les examens à grand tirage, les progressions sont aussi constantes, à savoir 20 points pour le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE), 40 points pour le Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) et 25 points pour le Baccalauréat. Le taux de transition du primaire au secondaire est passé de 50,40% en 2011 à 79,80% en 2017. Et, grâce aux 127 collèges de proximité construits depuis 2015, les élèves des localités concernées vivent désormais dans un rayon de 5 km de leur école, contre 20 km auparavant. On note aussi l'impact des 5 688 cantines scolaires sur le territoire national qui contribuent

à l'amélioration du rendement scolaire. Ainsi, dans les écoles primaires disposant d'une cantine, le taux de réussite est passé de 62,6% en 2012 à 74,61% en 2015.

Qu'en est-il de la scolarisation de la jeune fille ?

Cette politique constitue un axe majeur de la politique du gouvernement. Et les résultats obtenus constituent une de nos plus grandes satisfactions. Les statistiques indiquent un taux brut de scolarisation de la jeune fille de 99,93% en 2017-2018, contre 89,60% en 2013-2014. Un autre aspect important est le maintien de la jeune fille dans le système scolaire jusqu'en classe de 3^{ème}. Le taux d'achèvement au premier cycle du secondaire est passé de 34,6% en 2013-2014 à 54,6% en 2017-2018. Cette politique du genre a pour but d'améliorer le niveau d'instruction de la jeune fille. Ainsi, 7 lycées de jeunes filles, avec internats seront construits à Daloa, San-Pedro, Bondoukou, Odienné, Dimbokro et dans la commune d'Abobo à Abidjan.



Le taux de transition du primaire au secondaire est passé de 50,40% en 2011 à 79,80% en 2017.



Il y a aussi le Programme Social du Gouvernement 2019-2020 qui vient en renfort du système ...

A travers ce programme, le Président de la République marque sa détermination à davantage améliorer les conditions d'étude et d'encadrement des élèves. Nous pourrions ainsi faire face aux défis, tels que la résorption du déficit chronique en enseignants, la fourniture en tables-bancs et la construction de latrines. Dans le primaire et le secondaire, nous procéderons au recrutement exceptionnel de 10 300 enseignants contractuels, soit 2 000 professeurs de lycée, 3000 professeurs de collège et 5 300 instituteurs adjoints. En matière d'équipement, plus de 500 000 tables-bancs seront mis à disposition, pour le primaire, le secondaire général et l'enseignement technique. En outre, afin d'améliorer les conditions d'hygiène en milieu scolaire, 8 400 latrines seront construites dans les écoles en zones rurales. L'ensemble de ces actions est évalué à 54,601 milliards de FCFA. A partir de 2019, nous construirons 4 500 salles de classe pour le primaire, 60 collèges à base quatre, 200 collèges de proximité, 6 lycées mixtes, 14 lycées et collèges et 2 lycées d'excellence à Grand-Bassam et Bingerville. ■

Présidence du Conseil de Sécurité des Nations Unies par la Côte d'Ivoire, en décembre 2018, au siège de l'ONU à New York (USA)



1



2



3

1. La Côte d'Ivoire a assuré en décembre 2018 la Présidence du Conseil de Sécurité des Nations Unies qu'elle a placée sous le signe de l'ouverture et du partage d'expériences. - **2.** Le Président de la République Alassane Ouattara et le Secrétaire Général des Nations Unies Antonio Guterres (au centre). - **3.** Le Président Alassane Ouattara saluant le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, à l'occasion du Débat Présidentiel de Haut Niveau.

28^e Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP), au Siège de l'Union Africaine (UA), à Addis Abeba (Ethiopie), le Samedi 09 février 2019

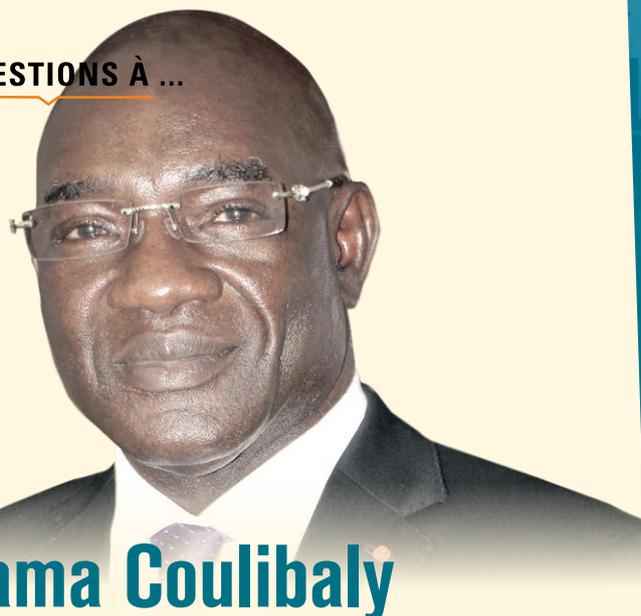


1



2

1. Le Président de la République Alassane Ouattara a pris part au 28^e Forum des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP). - **2.** Le Président Alassane Ouattara a exprimé sa satisfaction, suite à l'évaluation des performances de la Côte d'Ivoire.



Adama Coulibaly

Directeur Général du Conseil Coton-Anacarde

Sur les progrès dans la filière Coton-Anacarde

Les réformes engagées depuis 2011 pour redynamiser la filière Coton-Anacarde donnent des résultats encourageants. Le Directeur Général du Conseil Coton-Anacarde, Adama Coulibaly, en parle dans une présentation des évolutions récentes de la filière.

■ Monsieur le Directeur, quels sont les résultats des réformes intervenues dans le secteur du coton ?

Des changements structurels sont intervenus dans le cadre d'une réforme globale du secteur du coton. Ils portent sur toute la chaîne de valeur, notamment la production, la récolte, la commercialisation, la transformation et l'exportation. Pour la campagne 2017-2018, la production a atteint 413 205 tonnes, contre 220 000 tonnes en 2010, faisant de la Côte d'Ivoire le 4^{ème} producteur africain. On note également une amélioration de la qualité du coton ivoirien, avec 52% de fibre de type supérieur en 2017-2018, contre 13% en 2014-2015.

■ La Côte d'Ivoire est aujourd'hui le premier exportateur de noix brutes de cajou. Quelles sont les mesures qui ont favorisé ce dynamisme de la filière anacarde ?

Avec plus de 700 000 tonnes produites par an, l'anacarde est le deuxième produit agricole d'exportation du pays. Les innovations ont porté notamment sur la mise en place d'un dispositif de conseil agricole opérationnel et la mise à disposition d'emballages des produits. Outre cela, un processus d'accélération de la transformation a été initié. Enfin, un système de traçabilité des opérations de commercialisation a été mis en place. En termes de revenus, ce sont plus de 508 milliards de FCFA qui ont été redistribués aux producteurs d'anacarde en 2017. Cela a contribué significativement à l'amélioration de leurs conditions de vie.

■ Quels sont les défis et perspectives de la filière Coton-Anacarde ?

Pour les perspectives, il s'agit, d'une part, de poursuivre la recherche pour l'amélioration de la qualité des produits et, d'autre part, de développer la transformation industrielle locale. De cela découleront naturellement la professionnalisation de la filière et la création d'emplois. Cependant, les défis à relever restent relativement importants. Il s'agit, entre autres, du soutien du prix, de la question des approvisionnements en intrants et en matières premières et de la mécanisation des opérations agricoles. ■

10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Vaccination

13 000 000 d'enfants

de 9 mois à 14 ans vaccinés contre la rubéole et la rougeole en 2018, avec le soutien de l'UNICEF

SIDA

83 %

des centres de santé dispensent des soins pédiatriques de lutte contre le SIDA en 2018, contre 26 % en 2016

Education

12 725 tables bancs

métalliques distribués dans les écoles primaires et secondaires en 2017-2018

Tourisme

21 000 emplois

créés dans le secteur du tourisme en 2017

Tomate fraîche

44 078 tonnes

produites en 2018, contre 34 734 tonnes produites en 2013

Nickel

889 585 tonnes

produites en 2018, contre 379 766 tonnes produites en 2017

Alimentation

1 003 511 élèves

pris en charge par les cantines scolaires pendant l'année scolaire 2017-2018

Agriculture

7 millions de tonnes

de production de cultures de rente en 2017, contre 5 millions en 2012, soit une hausse de 40 %

Identification

Plus de 500 000

extraits de naissance établis depuis 2017, avec le soutien de l'UNICEF, en faveur des élèves du primaire n'ayant pas été enregistrés à la naissance

Entrepreneuriat

14 812 entreprises

créées au guichet unique du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) en 2018